



Financing for Development Forum 2024

Overall theme: Enhancing on the path toward the Fourth International Conference on Financing for Development

Panel Discussion 3: Domestic and International Private Business and Finance. Lead Discussant. Anne Cecile Coly. ITUC.

Merci, Monsieur/Madame le/a président/e

Notre session d'aujourd'hui devrait contribuer à "élaborer un nouveau récit" sur le secteur privé dans le développement. Pourtant, il est important de souligner qu'un nouveau récit doit prendre en compte l'expérience historique et éviter une vision idéalisée du rôle du secteur privé.

Sous l'ancien récit, les résultats positifs des entreprises privées et des finances pour les travailleurs ont tendance à être supposés. Mais, en l'absence de garanties adéquates, le financement privé pour le développement risque de **subordonner** les engagements en matière de développement aux intérêts commerciaux. Les approches nationales et volontaires ne sont pas suffisantes.

- Par exemple, la création d'emplois est souvent un **résultat attendu** des projets de financement mixte. Cependant, nous constatons souvent sur le terrain que le nombre d'emplois effectivement créés est inférieur aux attentes, et que les conditions de travail ne sont souvent pas conformes aux normes du travail décent.
- Au milieu de multiples crises, "les travailleurs sont sous pression alors que les prix flambent et que les salaires stagnent. Les entreprises privées gonflent disproportionnellement les prix, utilisant les chocs mondiaux comme un écran de fumée" pour dissimuler leur recherche de profits plus élevés.

RECOMMANDATIONS

Les gouvernements ont des responsabilités claires en termes de résultats en matière de développement et de responsabilité vis-à-vis des stratégies nationales de développement.

- C'est pourquoi nous appelons les gouvernements à :
 - a) Promouvoir des politiques industrielles comme partie intégrante des stratégies nationales de développement pour les pays du Sud. Celles-ci peuvent permettre aux pays de se détourner de la dépendance aux matières premières et des stratégies axées sur l'exportation pour aller vers une transformation socio-économique à travers des économies diversifiées, dynamiques, inclusives et durables ;
 - b) Réorienter les banques publiques de développement des pays pour financer les plans de développement, en mettant l'accent sur les priorités et les besoins nationaux plutôt que de

créer des projets visant à attirer les investisseurs étrangers.

- Les gouvernements doivent également compter sur la participation des organisations de travailleurs et d'employeurs à travers le **dialogue social**, ainsi que sur la **participation de la société civile et des communautés locales**.

Reconnaissant que les **principes volontaires sont insuffisants**, nous appelons également les gouvernements nationaux à :

- Soutenir le processus visant à l'adoption d'un **traité contraignant des Nations unies sur les multinationales et les droits de l'homme** comme première étape dans la réglementation des sociétés transnationales, et à soutenir les initiatives régionales en matière de diligence raisonnable.
- Établir une réglementation financière, notamment des systèmes bancaires parallèles, des contrôles des capitaux ou une révision des incitations à l'investissement étranger.

Nous demandons aux gouvernements de jouer leur rôle principal dans l'établissement et la mise en œuvre de mesures réglementaires pour le secteur privé dans le développement.

Il s'agit notamment de veiller à ce que les acteurs privés s'alignent sur les normes les plus élevées, notamment les normes internationales du travail et les conventions de l'OIT, ainsi que les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

- Cela pourrait également inclure des mécanismes efficaces pour résoudre les abus et fournir une réparation adéquate, et veiller à ce que les évaluations d'impact aillent de l'avant : que les infrastructures/services/biens soient **supplémentaires, accessibles et abordables pour tous** ; que **les emplois créés soient décents** ; et que le projet contribue à la création **d'entités locales du secteur privé** et génère des revenus au niveau national (**impôts et cotisations sociales**).

CONCLUSIONS

Nous sommes impatients de travailler avec les États membres des Nations unies pour veiller à ce que ces priorités soient au cœur de la quatrième conférence des Nations unies sur le financement du développement, qui se tiendra en 2025.

Merci beaucoup.